



Gener'
Action
CDN



DÉCLARATION DE KPALIMÉ

Septembre 2025

La Voix de la Jeunesse
Francophone pour l'Action
Climatique et les CDN 3.0

PREAMBULE

Ecolotrip est une organisation de jeunes francophones engagés pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, à travers des initiatives, des projets et des actions alignés sur les Objectifs de Développement Durable. Depuis sa création, elle constitue une force de mobilisation, d'éducation et de plaidoyer, en offrant à la jeunesse francophone des espaces d'apprentissage collectif et d'action concrète en faveur de la justice climatique.

Parmi ses initiatives phares, la **Week-Eco** s'est imposée comme un rendez-vous annuel rassemblant des jeunes francophones autour du partage d'expériences, du renforcement de capacités et de la co-construction de solutions climatiques. L'édition 2025, organisée à Kpalimé, Togo, a permis de réunir des jeunes issus de plusieurs pays francophones, témoignant de la vitalité et de la diversité de ce mouvement.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit le **programme Gener'Action CDN**, initié par Ecolotrip sous l'égide du **Hub des Jeunes Experts Francophones (Hub JEF)**. Ce programme vise à **renforcer l'inclusion des jeunes francophones dans les processus climatiques nationaux et internationaux**, notamment dans l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre des **Contributions Déterminées au niveau National (CDN 3.0)**. Il accompagne les jeunes experts francophones dans leur engagement, et représente une étape clé pour faire entendre la voix de la jeunesse dans les processus et décisions climatiques.



INTRODUCTION

Réunis à Kpalimé, au Togo, à l'occasion de la **Week-Eco 2025**, nous, **Jeunes Experts Francophones (JEF)**, affirmons par la présente Déclaration notre volonté commune de contribuer activement à l'action climatique, à l'élaboration et la mise en œuvre des CDN 3.0. Cette Déclaration s'inscrit dans la dynamique portée par le Hub JEF et constitue une étape clé pour amplifier la voix de la jeunesse francophone dans les processus climatiques nationaux et internationaux. Elle réaffirme notre attachement aux principes de l'Accord de Paris sur le climat (2015, Article 4), de l'Objectif de Développement Durable (ODD 11 et 13) et aux engagements de la **Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)**

Nos travaux se sont structurés autour de quatre thématiques : Adaptation, Atténuation, Finance climatique, et Recommandations transversales & numériques. Ils sont le fruit d'un processus inclusif et participatif intégrant les contributions des JEF, les résultats des travaux durant la Week-Eco 2025, ainsi que les résultats d'une consultation en ligne conduite en amont par Ecolotrip. Notre approche s'appuie sur les rapports du **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**, qui rappellent l'urgence de limiter le réchauffement global à 1,5°C afin de prévenir les impacts catastrophiques sur les populations et les écosystèmes et soulignent la nécessité d'accélérer simultanément les actions d'adaptation et d'atténuation. Elle s'appuie également sur les lignes directrices de la CCNUCC, notamment la **Décision 3/CP.29** relative au financement climatique. Elle s'appuie également sur le rapport 2023 du **Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)** qui montre l'écart entre les engagements climatiques actuels des États et sur le **Global Stocktake (Bilan mondial, COP28, 2023)** qui montre l'insuffisance des actions actuelles.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Afrique de l'ouest figure parmi les régions les plus vulnérables au changement climatique. Selon le rapport spécial du GIEC, les projections indiquent une hausse des températures moyennes de 2°C à 3,5°C d'ici la fin du siècle, avec des impacts directs sur les écosystèmes, les sociétés et les économies locales. Cette situation est aggravée par un certain nombre de facteurs tels que l'urbanisation rapide et mal maîtrisée, la pression démographique croissante et les extrêmes climatiques. L'étendue et l'intensité de la désertification ont augmenté dans certaines zones arides au cours des dernières décennies, réduisant la productivité et les revenus agricoles et contribuant à la perte de biodiversité dans ces régions.

L'agriculture, secteur clé pour la sécurité alimentaire, est également particulièrement affectée : une élévation des températures de 2°C pourrait entraîner une baisse de 25% de la production alimentaire dans des pays comme le Niger, menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes, notamment au Sahel où deux tiers de la population dépendent de la terre pour vivre. Aussi, les villes telles que Dakar (Sénégal) et Abidjan (Côte d'Ivoire), sont exposées aux inondations récurrentes et à l'érosion côtière, entraînant des pertes économiques importantes. Ces constats soulignent l'urgence de renforcer la résilience et l'adaptation dans la région, tout en promouvant des solutions durables et inclusives face aux défis climatiques (GIEC, 2023).

Dans ce contexte, les pays de l'Afrique francophone ont fait des efforts significatifs en matière de gouvernance climatique à travers la ratification des accords internationaux tels que la CCNUCC (1992), le Protocole de Kyoto (1997) et l'Accord de Paris (2015). Ces engagements se traduisent aujourd'hui par l'élaboration et l'exécution des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) et les CDN. Ces progrès sont renforcés par la participation et l'appui de plusieurs parties prenantes à savoir les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les acteurs locaux dont les Organisations de la Société Civile (OSC) et les organismes de jeunes. Contrairement à l'inclusion active d'autres parties prenantes, les jeunes jouent un rôle purement symbolique dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques climatiques, alors qu'ils représentent plus de 50% de la population en Afrique francophone. Porteurs de solutions innovantes et de perspectives nouvelles, ils sont contraints de composer avec un accès limité aux technologies et aux financements.

Dans ce contexte, les CDN 3.0 apparaissent comme un outil stratégique pour orienter les politiques climatiques nationales et régionales, renforcer la résilience, réduire les émissions et protéger les communautés et les écosystèmes. **Il est crucial que la voix, les perspectives et l'engagement des jeunes francophones soient pleinement intégrés aux processus nationaux et régionaux afin de garantir la pertinence, l'efficacité et l'inclusivité des politiques climatiques.**

I- Adaptation

L'adaptation au changement climatique implique des mesures qui contribuent à réduire la vulnérabilité face aux impacts actuels et attendus du changement climatique, tels que les inondations, sécheresses et pertes agricoles. A cet effet, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) inclut l'adaptation comme un pilier central, avec des outils techniques tels que les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA), les Contributions Déterminées au Niveau National (CDN). Lors des COP récentes, notamment la COP26 et la COP27, les engagements en faveur de l'adaptation ont été renforcés, insistant sur la mobilisation de ressources pour les populations vulnérables.

Pour mieux renforcer l'Adaptation en Afrique francophone, nous déclarons aux parties prenantes de :

Décideurs

- Exonérer les taxes sur les produits d'agroécologie et encadrer les marges de bénéfices des équipements agricoles.
- Promouvoir des systèmes d'alerte précoce communautaires multilingues pour prévenir les inondations et les sécheresses.
- Renforcer la construction d'infrastructures de drainage pluvial et assurer un entretien rigoureux.
- Disposer d'un cadre consultatif multipartites pour la gouvernance et l'adaptation des travaux de recherches scientifiques sur l'adaptation.
- Valoriser les résultats des travaux de recherches scientifiques pour le renforcement de résilience communautaire.
- Faire la cartographie des OSC et les projets d'adaptation selon leurs domaines pour faciliter la gouvernance et la synergie d'action.

Secteurs privés

- Créer et vulgariser des assurances agricoles/rurales adaptées aux réalités locales.
- Investir dans l'innovation et la création d'infrastructures résilientes (agriculture intelligente, énergies renouvelables, gestion rationnelle de l'eau) à travers des politiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Décideurs

- Renforcer le suivi et l'évaluation des projets d'adaptation financés.
- Simplifier l'accès aux fonds climatiques pour les jeunes, femmes et communautés marginalisées.
- Alléger les garanties pour les prêts/subventions dédiés à l'adaptation.
- Soutenir les incubateurs, hackathons et innovations locales.

OSC

- Cartographier les organisations et projets d'adaptation pour favoriser synergies et complémentarités.
- Renforcer les capacités communautaires sur les pratiques agricoles résilientes.
- Vulgariser les politiques climatiques dans des formats accessibles et multilingues.
- Encourager les jeunes à prendre la parole et à agir à travers l'innovation, le plaidoyer local, et le partage de bonnes pratiques et engagements communautaires.

II- Atténuation

Réduire nos émissions n'est pas seulement une affaire de grandes industries. Cela implique aussi de transformer nos manières de produire, consommer, nous déplacer et gérer nos déchets. Nos propositions visent des solutions concrètes et applicables dès maintenant, avec un partage clair des rôles, en cohérence avec l'Accord de Paris qui engage toutes les Parties à réduire progressivement leurs émissions et à renforcer leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

Pour mieux réduire les émissions en Afrique francophone, nous déclarons aux parties prenantes de :

Décideurs

- Subventionner les énergies renouvelables et intégrer l'efficacité énergétique dans les normes de construction, afin de soutenir la neutralité carbone à l'horizon 2050.
- Encadrer la déforestation et promouvoir l'agroécologie pour renforcer les puits de carbone naturels.
- Développer des transports publics propres et limiter les véhicules polluants.
- Disposer d'un cadre consultatif multipartites pour la gouvernance et l'adaptation des travaux de recherches scientifiques sur l'atténuation.
- Valoriser les résultats des travaux de recherches scientifiques pour le renforcement de l'atténuation.
- Interdire les plastiques non biodégradables et renforcer la réglementation sur les déchets.

Secteurs privés

- Transiter vers les énergies propres dans les usines et infrastructures.
- Investir dans le recyclage, l'économie circulaire et les emballages durables.
- Moderniser les procédés industriels pour réduire les émissions.

Bailleurs

- Financer des projets d'accès à l'énergie propre, de reboisement et d'agriculture durable.
- Soutenir la modernisation des transports publics et la gestion durable des déchets.
- Investir dans la recherche scientifique, le développement et le transfert de technologies propres.
- Appuyer les programmes de reboisement communautaire et d'agroforesterie pour renforcer les puits de carbone.

OSC

- Mobiliser les citoyens pour des actions de réduction de leur empreinte carbone.
- Sensibiliser à l'usage des énergies propres et à la mobilité douce.
- Former aux pratiques d'agroécologie, d'agroforesterie et de gestion durable et la protection des écosystèmes.
- Organiser des campagnes de tri, compostage et recyclage communautaire.

III- Finance climatique

Face à l'ampleur de la crise climatique, l'Afrique ne reçoit qu'une fraction des financements nécessaires pour répondre à ses besoins, évalués à plus de 277 milliards USD par an d'ici 2030 selon la Banque Africaine de Développement (BAD, 2023). Avec seulement 30 milliards USD actuellement mobilisés, et une majorité sous forme de prêts qui aggravent la dette, l'accès reste limité pour les institutions, et encore plus pour les acteurs locaux, les jeunes et les femmes. Une réforme profonde de la finance climatique s'impose comme le recommande l'Accord de Paris (Article 2.1-c), les résultats des COP 28 et 29, et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Pour garantir la mobilisation des ressources et la transparence dans la gestion, nous déclarons aux parties prenantes de :

Décideurs

- Développer des instruments financiers innovants, tels que la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) et les certificats verts, pour mobiliser davantage de ressources privées et encourager les partenariats public-privé.
- Renforcer les capacités institutionnelles pour la mobilisation, la gestion transparente et le suivi des financements climatiques.
- Garantir l'inclusivité en dédiant des budgets spécifiques aux projets portés par les jeunes, les femmes et les communautés vulnérables, tout en simplifiant l'accès aux fonds publics.
- Organiser des cadres régionaux de partage d'expérience et de bonnes pratiques en matière de finance climatique.
- Prioriser des programmes d'adaptation locale fondés sur les données du GIEC et les vulnérabilités spécifiques de l'Afrique (sécurité alimentaire, eau, santé, infrastructures).
- Produire des données et preuves solides sur les pertes et dommages : intégrer les évaluations (ex. profils de risques climatiques) dans les plans nationaux et locaux pour justifier les besoins auprès du fonds.

Secteurs privés

- Accroître les investissements verts, notamment dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydroélectricité) pour accélérer la transition énergétique
- Réduire les émissions en s'appuyant sur des mécanismes de tarification et d'échange du carbone.
- Aligner les investissements avec l'Accord de Paris et les normes ESG, afin d'attirer des financements concessionnels et de bénéficier de nouvelles facilités.
- Reconnaître la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) comme une opportunité stratégique pour innover, renforcer la compétitivité et améliorer l'image de marque des entreprises.

Bailleurs

- Honorer et dépasser l'engagement de 100 milliards USD par an, avec une trajectoire claire vers 300 milliards USD d'ici 2035.
- Développer des mécanismes financiers innovants et inclusifs, tels que les fonds de garantie et les systèmes de micro-assurance climatique.
- Rendre la finance climatique accessible, transparente et adaptée aux réalités africaines, en impliquant les OSC locales et les hubs communautaires dans les processus de financement.
- Investir dans la recherche scientifique pour des solutions d'adaptation et d'atténuation.

OSC

- Mobiliser et canaliser les financements vers les jeunes, les femmes et les communautés vulnérables, en soutenant la conception de projets bancables et inclusifs.
- Soutenir les hubs et programmes décentralisés pour renforcer les capacités des porteurs de projets locaux et valoriser leurs solutions auprès des décideurs et bailleurs.
- Jouer un rôle d'intermédiaire entre communautés et décideurs, en portant les besoins locaux dans les négociations africaines et internationales.

IV- Recommandations transversales et numériques

En cohérence avec la Déclaration sur l'Action Numérique verte adoptée lors de la COP 29, les technologies digitales doivent devenir des leviers de résilience et de réduction des émissions. Elles doivent aussi renforcer la participation des communautés les plus vulnérables, comme le soulignent les cadres participatifs **ACE** et **LCIPP** de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Inspirés par les principes de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030), nous réaffirmons que seule une approche interconnectée, combinant innovation, équité et responsabilité partagée, permettra de bâtir des sociétés plus durables et résilientes en Afrique et dans le monde.

Pour garantir une inclusion numérique et communautaire en Afrique francophone, nous déclarons aux parties prenantes de :

Décideurs

- Inclure les jeunes, enfants, personnes en situation de handicap et communautés rurales dans la conception et la mise en œuvre des politiques climatiques à travers des plateformes d'échange et des consultations.
- Adapter les supports et stratégies de communication aux réalités locales.
- Favoriser le déploiement d'Internet dans les zones rurales, en cohérence avec la priorité donnée à l'accès équitable à l'information pour renforcer la résilience.
- Intégrer l'éducation climatique pour les plus jeunes et valoriser les savoirs endogènes dans les formations académiques et professionnelles.

Secteurs privés

- Soutenir l'accès au financement des projets portés par des groupes marginalisés à travers la stratégie RSE.
- Investir dans les innovations vertes et les technologies climatiques pour appuyer les projets communautaires et les solutions locales.
- Développer des systèmes d'alerte précoce basés sur l'IA et les technologies numériques.
- Financer des politiques publiques en faveur de l'agriculture intelligente face au climat.

Bailleurs

- Influencer l'intégration de l'éducation climatique pour les plus jeunes et la valorisation des savoirs endogènes dans les formations académiques et professionnelles.
- Financer des programmes de renforcement de capacités communautaires sur les stratégies de résilience.
- Financer la recherche scientifique sur l'inclusion numérique et la digitalisation des solutions locales.

- Valoriser les initiatives locales et communautaires en matière d'adaptation et de réduction des émissions.
- Utiliser rationnellement les ressources naturelles dans les pratiques agroécologiques.
- Assurer une participation inclusive et équitable aux décisions climatiques.
- Décentraliser les structures spécialisées sur l'inclusion numérique et le climat.

V- Appel à l'action

Reconnaissant l'urgence d'accélérer la mise en œuvre des CDN, conformément à l'Accord de Paris, afin de limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C et de protéger les communautés les plus vulnérables;

Soulignant que la désertification, l'élévation du niveau de la mer, la dégradation des écosystèmes côtiers et la vulnérabilité des systèmes agricoles menacent déjà la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique dans de nombreux pays francophones, en particulier en Afrique et dans les petits États insulaires ;

Notant avec préoccupation que les impacts climatiques touchent de manière disproportionnée les populations marginalisées - notamment les communautés rurales, les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes - tout en compromettant les acquis du développement durable et accentuant les inégalités ;

Reconnaissant le rôle essentiel de la jeunesse francophone dans l'adaptation, par le renforcement de la résilience communautaire face aux chocs climatiques et la promotion de solutions locales durables, ainsi que dans l'atténuation, par l'adoption de modes de production, consommation et mobilité sobres en carbone puis dans les recommandations transversales et numériques, par l'usage de la technologie, des données et de la participation citoyenne pour une gouvernance climatique efficace et inclusive ;

Préoccupé·e·s par le fait que l'accès aux financements climatiques demeure limité pour la jeunesse francophone ;

Réaffirmant que l'équité intergénérationnelle et la participation pleine et entière des jeunes sont indispensables à la conception, la mise en œuvre et au suivi efficace des CDN ;

Insistant sur le fait que le renforcement de la collaboration entre gouvernements, OSC, organismes de jeunes, institutions financières, secteur privé et autres parties prenantes est la clé pour transformer les engagements en actions concrètes ;

Nous appelons donc les gouvernements, les organisations internationales, les institutions financières et l'ensemble des partenaires à :

LES CONTRIBUTEURS

Équipe de coordination de la Déclaration de Kpalimé

Coordination générale :

- Bendjedid **Rachad Sanoussi**
- Claude **Sodokin**
- Charlene **Agbehonou**
- Constance Afi **Deguenon**
- Marie Florence **Kola**

Rédaction et consolidation :

- les 12 JEFs (Amah Grace Elvire **Ahoussi**; Balbine **Alindekon**; Zaharandine **Ba-Ladani**; Michelle Gaëlle S. **Bidima**; Hinssing Nelly T. **Dembele**; Oumou Hawa **Diallo**; Bruno **Gbodjovi**; Mohamed **Kaloga**; Yéniko C. **Kodjo Sonou**; Yvette Gloria A. **Nyavedzi**; Papa Gueye **Sow**; Ndeye Fatou **Thiam**)

- Bendjedid Rachad **Sanoussi**
- Claude **Sodokin**

Remerciements spéciaux :

À tous les jeunes francophones ayant contribué en ligne et lors de la Week-Eco 2025 à Kpalimé. Leur voix a façonné cette Déclaration, symbole d'un engagement collectif pour une Francophonie climatique plus ambitieuse et inclusive.

Adresse mail:

contact@ecolotrip.org

